

CRISE FINANCIÈRE EUROPÉENNE

Sarkozy en sauveur de la France et du monde

Il ne s'est pas déclaré candidat mais tout au long de son intervention de jeudi soir à la télévision, Nicolas Sarkozy s'est positionné comme l'homme providentiel, celui qui a sauvé l'Europe et qui sauvera la France. Quant à son bilan ? La faute incombe à la crise et à la gauche sur laquelle il s'est défaussé alors que, faut-il le rappeler, elle n'est plus au pouvoir depuis des lustres.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

S'il ne s'est pas encore déclaré ouvertement candidat à sa propre succession, le président Sarkozy, qui intervenait jeudi à la TV après huit mois de silence, a tout fait comme. Intervenant à la suite de l'accord obtenu la veille au forceps par les chefs d'Etat et de gouvernement européens sur la restructuration de la dette grecque, le sauvetage de l'euro et le renforcement du Fonds européen de stabilité financière, Sarkozy a martelé

qu'il en était l'artisan avec la chancelière allemande et suggéré, partant, qu'ayant sauvé l'Europe, il ne pouvait a fortiori qu'être le sauveur de la France. Il faut être modeste, a-t-il dit, sur la réussite du sommet de Bruxelles, mais en l'occurrence, il ne l'a pas été.

Sachant qu'il ne peut gagner sur son bilan — les sondages le donnant toujours au plus bas — il a tenté, durant 1 heure 15 minutes, de rebondir sur deux tableaux :

d'abord sur celui de l'Europe. Ce n'est pas la seule Europe qu'il a sauvée par les décisions obtenues la veille, mais c'est le monde entier qui aurait sombré dans la catastrophe si les décisions de l'UE de la veille n'avaient pas été prises.

Quant à l'origine de la situation dans laquelle l'Europe est embourbée, il a, là encore, son bouc émissaire : «Ni Madame Merkel ni moi-même n'étions en fonction lorsqu'on a décidé de faire rentrer la Grèce en Europe... ce fut une erreur». C'est dit et ce sont les Grecs qui ont dû se réjouir d'une telle déclaration ! Par ailleurs, lorsque Nicolas Sarkozy qualifie l'accord de Bruxelles «d'ambitieux», il ne dit pas tout et, entre autres, il évite de développer sur ceux que laissera sur le carreau cet accord par encore plus de

contraintes et plus d'austérité, plus de chômage, et parallèlement plus de spéculations et d'enrichissement des acteurs financiers.

C'est justement à plus d'austérité et à plus de gestion rigoureuse — le terme rigueur étant toutefois banni de son propos officiel — qu'il appelle les Français. Comme il s'est défaussé sur les anciens dirigeants de l'UE, il fait de même en se défaussant sur le Parti socialiste pour expliquer les difficultés actuelles de la France.

«Les 35 heures et la retraite à 60 ans (qui date de 1983) sont des erreurs socialistes, dit-il, et expliqueraient le marasme actuel. Comme l'expliquerait aussi, selon le président, la pléthore de fonctionnaires. Pour sortir de la crise, mais aussi et surtout pour appliquer les directives européennes et

notamment sauver son partenariat avec la chancelière Merkel, il annonce une croissance revue à la baisse pour 2012 (de 1,75 à 1 %) ce qui implique 6 à 8 milliards d'euros de manque dans le budget qu'il se propose de piocher notamment sur des réductions d'effectifs. Beaucoup de larmes en perspectives et de serrage de ceinture non pas pour les spéculateurs — ceux-là sont épargnés — mais pour les classes pauvres et moyennes qui n'ont pas encore fini de payer les pots cassés par la gouvernance financière. Quant aux affaires qui éclaboussent plusieurs de ses proches actuellement et sur lesquelles il a été interrogé, le chef de l'Etat les balaye d'un revers de main en les qualifiant de «calomnies» montées de toutes pièces.

K. B.-A.

KIRGHIZSTAN

Fin de la campagne pour une présidentielle censée stabiliser

La campagne électorale s'achevait hier au Kirghizstan en vue d'un scrutin présidentiel dimanche censé stabiliser cette ex-République soviétique d'Asie centrale après la sanglante révolution et les violences ethniques de 2010.

«C'est une élection historique qui nous offre une chance d'établir une stabilité durable dans notre pays instable», a déclaré jeudi soir Almazbek Atambaïev, Premier ministre et favori pour devenir chef de l'Etat, au cours de débats télévisés.

Le Kirghizstan n'a jamais vécu de transfert pacifique du pouvoir depuis son indépendance en 1991, ayant connu, en mars 2005, puis en avril 2010, deux révolutions sanglantes et des violences ethniques meurtrières (juin 2010), qui ont surtout visé la minorité ouzbèke dans le Sud du pays.

Un autre candidat, leader du parti nationaliste Ata Jourt, Kat-chymbek Tachiev, a mis hier en garde contre une nouvelle vague de violences si le scrutin n'était «pas honnête».

«Je ne veux qu'une chose : que cette élection soit honnête», faute de quoi «la population» prendra le pouvoir «par la force», a déclaré M. Tachiev, un ancien boxeur.

Le parti Ata-Jourt de M. Tachiev est arrivé en tête des législatives de 2010, mais n'ayant pas trouvé un partenaire pour gouverner, il soutient du bout des lèvres le gouvernement de coalition de M. Atambaïev.

Adakhan Madoumarov, ex-président du Parlement et troisième candidat de poids, a pour sa part promis d'instaurer «une dictature de la loi» au Kirghizstan en cas de sa victoire.

«Nous devons bâtir un Etat où la loi est au-dessus de tout», a déclaré M. Madoumarov à l'AFP.

Au total, les quelque 3,34 millions d'électeurs ont le choix entre seize candidats.

La stabilité du Kirghizstan est cruciale pour les Etats-Unis qui y disposent d'une base aérienne essentielle au déploiement de ses troupes en Afghanistan. La Russie y dispose aussi d'infrastructures militaires.

Le chef de l'Etat par intérim, M^{me} Rosa Otounbaïeva, qui a réus-

si tant bien que mal à empêcher l'implosion du pays depuis la révolution de 2010 qui a renversé le président Kourmanbek Bakiev, n'a pas le droit de se présenter au scrutin de dimanche.

M^{me} Otounbaïeva devait s'adresser aux Kirghiz hier à 15h GMT dans un discours télévisé.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dont 285 observateurs surveilleront le déroulement des opérations de vote a pour sa part souligné, dans son dernier rapport intermédiaire, le risque de voir les divisions s'approfondir.

«L'impression générale est que l'élection pourrait approfondir la division Nord/Sud et déstabiliser potentiellement le pays», a souligné ce rapport publié le 24 octobre.

Le Kirghizstan, pays montagneux et pauvre de cinq millions d'habitants, est traversé par de multiples divisions : entre les Kirghiz et les Ouzbeks, entre le Nord urbanisé et relativement prospère et le Sud pauvre et plus rural, et entre les clans de l'ancien régime et ceux du nouveau.

L'ONG Human Rights Watch a

d'ores et déjà appelé le futur chef de l'Etat à faire cesser «les violences et les tortures» et à assurer la liberté des médias.

«Le nouveau président doit s'engager à respecter les droits de l'homme et à faire cesser les pratiques abusives», a déclaré Hugh Williamson, directeur régional de

HRW pour l'Europe et l'Asie centrale.

«Pour assurer la réconciliation nationale et la stabilité régionale, le nouveau président doit mettre un terme à la torture et aux procès arbitraires qui se sont banalisés et garantir la liberté des médias», insiste l'ONG.

SÉNÉGAL

Le secrétaire général de la FIDH retenu à l'aéroport de Dakar

Le secrétaire général de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Paul Nsapu, qui devait participer à une conférence de presse au Sénégal, est retenu depuis jeudi au commissariat de l'aéroport de Dakar, a affirmé hier un collectif d'ONG.

Jeudi, «les autorités sénégalaises ont bloqué l'entrée sur le territoire national à Paul Nsapu, secrétaire général de la FIDH, lors de son arrivée à l'aéroport Léopold-Senghor de Dakar», a affirmé un communiqué de ces organisations, dont la FIDH, transmis à l'AFP à Dakar.

«Elles le maintiennent depuis lors en rétention au commissariat de la police de l'air et des frontières», ajoutent-elles en affirmant que «cette rétention vise manifestement à empêcher» M. Nsapu «de participer à la conférence de presse organisée» hier à Dakar sur la situation des défenseurs des droits de l'homme dans le monde.

Selon le porte-parole du gouvernement, Mustapha Guirassy, M. Nsapu, originaire de République démocratique du Congo (RDC) ayant le statut de réfugié politique en Belgique, est arrivé au Sénégal «sans visa».

«Nous avons été informés de son arrivée hier seulement : il a attendu d'arriver (à l'aéroport) pour faire sa demande de visa», a affirmé M. Guirassy selon qui le Sénégal est un pays qui «a des règles devant être respectées».

Le porte-parole n'a pas précisé si M. Nsapu allait finalement être autorisé à séjourner au Sénégal. Le communiqué des ONG affirme par ailleurs que «la douane sénégalaise retient depuis le 19 octobre des exemplaires en français d'un rapport» de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme (OBS) qui devait être présenté lors de la conférence de presse.

«La Direction de la surveillance du territoire (DST) conditionne le dédouanement à la vérification du chapitre sur la situation des défenseurs au Sénégal», selon le communiqué qui ajoute que «tout problème douanier est d'ailleurs exclu, puisque les ouvrages ne sont pas vendus».

Les organisations signataires «s'inquiètent de la multiplication des attaques et des menaces de la part du camp» du président sénégalais Abdoulaye Wade «à l'encontre de toute voix contestataire s'exprimant sur la situation politique et démocratique du Sénégal» à l'approche de la présidentielle de 2012.

Elles «exhortent les autorités sénégalaises à faire cesser toutes actions violentes ou illégales, à engager des enquêtes sur leurs auteurs et à respecter pleinement le jeu démocratique».

Le communiqué est publié par la FIDH, la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme (RADDHO), la Ligue sénégalaise des droits de l'homme (LSDH), l'Organisation nationale des droits de l'homme (ONDH) et l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT).

MAROC

Attentat de Marrakech : les neuf accusés clament en bloc leur innocence

Les neuf accusés dans l'attentat de Marrakech en avril, qui avait fait 17 morts, ont nié en bloc hier les charges à leur encontre et clamé leur innocence, avant le verdict attendu dans la journée, a constaté un journaliste de l'AFP.

A tour de rôle, les suspects ont pris la parole devant la cour pour dire qu'ils n'avaient aucun lien avec le jihad et avec le terrorisme, réitérant l'assurance de leur innocence.

«Je n'ai aucun lien avec cet attentat. Je suis innocent», a lancé le principal accusé et auteur présumé de l'attentat, le Marocain Adil Al-Atmani qui était le premier à prendre la parole dans la salle d'audience en présence des familles des victimes françaises et des proches des accusés. La cour s'est ensuite retirée pour délibérer.

L'attentat à la bombe dans un café du centre de

Marrakech le 28 avril, accompli à l'aide d'un engin explosif actionné à distance, a fait 17 morts, dont onze Français et trois Suisses.

L'explosion a porté un préjudice énorme au tourisme dans le royaume.

Le procureur du roi a réclamé la peine capitale contre le principal suspect et un de ses complices Hakim al Dah.

Toujours inscrite dans le code pénal, mais en voie d'être formellement supprimée, la peine de mort n'est plus appliquée au Maroc depuis 1992.

Al-Atmani avait reconnu les faits devant un juge d'instruction, quelques jours après l'attentat, avant de se rétracter quelques mois plus tard en proclamant son «innocence».

Selon l'acte d'accusation, les prévenus sont coupables d'avoir «porté gravement atteinte à l'ordre public, assassinat avec préméditation (...) et appartenance à un groupe religieux interdit».